



États Financiers consolidés résumés intermédiaires
(non audités)

Premier trimestre de 2020

Période de 12 semaines close le 21 mars 2020

(en milliers de dollars canadiens)

États consolidés résumés intermédiaires du résultat net

(non audités)

Pour les périodes de 12 semaines closes le 21 mars 2020 et le 23 mars 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

	Notes	2020 (12 semaines) \$	2019 (12 semaines) (redressés, Note 5) \$
Ventes	4	111 613	126 543
Coût des marchandises vendues		93 308	106 910
Marge brute		18 305	19 633
Charges d'exploitation	6	14 706	17 154
Amortissements	7	3 544	2 195
Frais non liés aux opérations courantes	8	1 080	—
Résultat opérationnel		(1 025)	284
Charges financières		1 696	1 791
Résultat avant impôts		(2 721)	(1 507)
Recouvrement d'impôts	9	(850)	(448)
Résultat net lié aux activités poursuivies		(1 871)	(1 059)
Résultat net lié aux activités abandonnées	5	(6 459)	(1 674)
Résultat net		(8 330)	(2 733)
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	10	(0,02)	(0,01)
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités abandonnées	10	(0,06)	(0,02)
Résultat net par action de base et dilué	10	(0,08)	(0,03)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers résumés intermédiaires consolidés.

États consolidés résumés intermédiaires du résultat global

(non audités)

Pour les périodes de 12 semaines closes le 21 mars 2020 et le 23 mars 2019

(en milliers de dollars canadiens)

	2020	2019
	(12 semaines)	(12 semaines)
		(redressés, Note 5)
	\$	\$
Résultat net lié aux activités poursuivies	(1 871)	(1 059)
Autres éléments du résultat global liés aux activités poursuivies	—	—
Résultat global lié aux activités poursuivies	(1 871)	(1 059)
Résultat net lié aux activités abandonnées	(6 459)	(1 674)
Autres éléments ne devant pas être reclassés ultérieurement au résultat net		
Réévaluation de l'obligation au titre du régime à prestations déterminées	(1 652)	(883)
Impôts correspondants	441	236
Autres éléments du résultat global lié aux activités abandonnées	(1 211)	(647)
Résultat global lié aux activités abandonnées	(7 670)	(2 321)
Résultat global	(9 541)	(3 380)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers résumés intermédiaires consolidés.

États consolidés résumés intermédiaires des variations des capitaux propres

(non audités)

Pour les périodes de 12 semaines closes le 21 mars 2020 et le 23 mars 2019

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Capital- actions \$	Options de conversion des déventures convertibles \$	Surplus d'apport \$	Déficit \$	Total des capitaux propres \$
Solde au 28 décembre 2019		256 296	1 742	3 706	(161 641)	100 103
Incidence de l'adoption IFRS 16	2	—	—	—	(2 574)	(2 574)
Solde redressé au 29 décembre 2019		256 296	1 742	3 706	(164 215)	97 529
Résultat net		—	—	—	(8 330)	(8 330)
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(1 211)	(1 211)
Résultat global		—	—	—	(9 541)	(9 541)
Régime de rémunération à base d'actions	13	—	—	99	—	99
Solde au 21 mars 2020		256 296	1 742	3 805	(173 756)	88 087

	Note	Capital- actions \$	Options de conversion des déventures convertibles \$	Surplus d'apport \$	Déficit \$	Total des capitaux propres \$
Solde au 29 décembre 2018		255 639	1 742	3 891	(168 917)	92 355
Résultat net		—	—	—	(2 733)	(2 733)
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(647)	(647)
Résultat global		—	—	—	(3 380)	(3 380)
Régime de rémunération à base d'actions	13	—	—	(217)	—	(217)
Solde au 23 mars 2019		255 639	1 742	3 674	(172 297)	88 758

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers résumés intermédiaires consolidés.

États consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie

(non audités)

Pour les périodes de 12 semaines closes le 21 mars 2020 et le 23 mars 2019

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2020 (12 semaines) \$	2019 (12 semaines) (redressés, Note 5) \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat net lié aux activités poursuivies		(1 871)	(1 059)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Impôts différés	9	(850)	(297)
Amortissements	7	3 544	2 195
Charges financières		1 696	1 791
Autres		140	(297)
		2 659	2 333
Variation nette du fond de roulement		2 954	1 454
		5 613	3 787
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(54)	(108)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles		13	1
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		(99)	(44)
Autres		120	(260)
		(20)	(411)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation nette de la facilité de crédit		(2 000)	5 743
Paiement des obligations locatives	2	(2 711)	(215)
Charges financières payées		(1 625)	(1 606)
		(6 336)	3 922
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités poursuivies		(743)	7 298
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités abandonnées	5	8 169	(4 105)
Trésorerie et équivalent de trésorerie au début		(5 435)	(5 684)
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la fin⁽¹⁾		1 991	(2 491)

⁽¹⁾ La trésorerie et équivalent de trésorerie se composent de l'encaisse, net des chèques émis et non encaissés de 1 991 \$ (néant \$ en 2019) et du découvert bancaire de néant \$ (2 491 \$ en 2019) des activités poursuivies.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers résumés intermédiaires consolidés.

États consolidés résumés intermédiaires de la situation financière

(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Au 21 mars 2020 \$	Au 28 décembre 2019 \$
Actifs			
Actifs courants			
Encaisse		1 991	—
Clients et autres débiteurs		41 082	72 643
Stocks		39 431	67 747
Actif d'impôt exigible		909	909
Autres		2 818	2 861
Actifs détenus en vue de la vente	5	26 344	—
		112 575	144 160
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles		9 856	10 486
Immobilisations incorporelles		30 166	31 461
Actifs à titre de droits d'utilisation	2	42 735	—
Goodwill		70 813	70 813
Actif d'impôts différés		6 782	2 295
Autres		1 769	1 933
		162 121	116 988
Total des actifs		274 696	261 148
Passifs			
Passifs courants			
Découvert bancaire		—	5 435
Fournisseurs et autres créditeurs	8	49 907	82 324
Portion à court terme de la dette à long terme	11	—	2 983
Portion à court terme des obligations locatives	2	11 655	—
Autres		2 307	1 210
Passifs détenus en vue de la vente	5	18 658	—
		82 527	91 952
Passifs non courants			
Dette à long terme	11	14 959	17 926
Obligations locatives	2	36 292	—
Déventures convertibles		49 631	49 576
Obligation au titre de la retraite		3 167	1 553
Passif d'impôts différés		33	38
		104 082	69 093
Total du passif		186 609	161 045
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		88 087	100 103
Total du passif et des capitaux propres		274 696	261 148

Éventualité (Note 16)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers résumés intermédiaires consolidés.

1 Nature des activités

Groupe Colabor Inc. (ci-après la « Société ») est une société qui effectue la distribution et la commercialisation de produits alimentaires et de produits liés à l'alimentation au Canada.

La Société est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Il s'agit d'une société canadienne dont le siège social est situé au 1620, boulevard De Montarville, Boucherville, Québec, J4B 8P4. Les actions de la Société et les débentures convertibles sont inscrites à la Bourse de Toronto sous les symboles GCL et GCL.DB.A, respectivement.

2 Principales méthodes comptables

Généralités

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale ("IAS 34") *Information financière intermédiaire*. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent aux états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels consolidés audités pour l'exercice clos le 28 décembre 2019.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables adoptées par la Société pour ses états financiers consolidés de l'exercice clos le 28 décembre 2019, à l'exception des impôts sur le revenu pour les périodes intermédiaires, qui eux sont calculés selon le taux d'imposition qui serait applicable aux résultats annuels anticipés dans chacune des juridictions et des contrats de location à la suite de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*. L'incidence d'IFRS 16 sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentés à la section *Nouvelle convention comptable adoptée au cours de l'exercice en cours*. Les méthodes comptables ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées à l'exception d'IFRS 16.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers, les actifs du régime de retraite et les actifs et passifs détenus en vue de la vente qui ont été comptabilisés à la juste valeur, ainsi que les obligations au titre des prestations définies et les provisions qui ont été comptabilisées à la valeur actualisée. L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les résultats d'exploitation pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'exploitation sur l'ensemble de l'exercice. La nature saisonnière est un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels. Le premier trimestre enregistre les résultats les plus faibles. Le second trimestre et le troisième trimestre d'activités ont des résultats normalement supérieurs au premier trimestre, voir la note 3 pour la situation liée à la pandémie. Finalement le quatrième trimestre est le plus important, puisqu'il y a 16 semaines d'activités au lieu de 12 semaines dans les trimestres précédents.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société lors de la réunion du 29 avril 2020.

Nouvelle convention comptable adoptée au cours de l'exercice en cours.

IFRS 16 - Contrats de location

Convention comptable

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 laquelle remplace IAS 17 *Contrats de location*. IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un droit d'utilisation et une obligation locative, éliminant ainsi la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement.

De plus, IFRS 16 modifie la définition du contrat de location; établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles; modifie la comptabilisation des accords de cession-bail; conserve en grande partie l'approche d'IAS 17 pour la comptabilisation des contrats de location par le bailleur et présente de nouvelles obligations d'information.

IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. L'obligation location est égale à la valeur actuelle nette des paiements de loyers futurs actualisés au taux implicite du contrat de location, s'il est possible de le déterminer ou au taux marginal de la Société. Les paiements de loyers futurs incluent les éléments suivants :

- Les paiements fixes et les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- Le prix d'exercice de l'option d'achat lorsque la Société a une certitude raisonnable de l'exercer; et
- Les pénalités en cas de résiliation du contrat de location si la Société prévoit une durée entraînant ces frais.

Les actifs à titre de droits d'utilisation sont évalués au coût comprenant le montant de l'obligation locative initiale ajusté des paiements de location versés avant ou à la date de prise en effet du contrat ainsi que des avantages incitatifs, des coûts directs initiaux et des coûts de restauration, s'il y a lieu. Par la suite, les actifs à titre de droits d'utilisation sont évalués au coût moins l'amortissement et les pertes cumulées. Ils sont amortis sur le moindre de la durée du contrat ou de la durée d'utilité du bien sous-jacent.

La Société utilise l'exemption permise pour les contrats de location dont l'actif sous-jacent a une faible valeur et ceux dont la durée est inférieure à douze mois.

Incidence de l'adoption d'IFRS 16

La Société a adopté cette norme le 29 décembre 2019 et a choisi l'approche rétrospective modifiée. La Société a comptabilisé l'effet cumulatif de l'application initiale en tant qu'ajustement dans le déficit au 29 décembre 2019 sans retraitement des chiffres de la période comparative. À la date d'adoption, l'obligation locative des contrats de location classés antérieurement à titre de contrat de location simple en vertu IAS 17 *Contrats de location* correspond à la valeur actuelle des paiements de location restants actualisés au taux d'intérêt implicite du contrat ou au taux marginal de la Société comme le permet IFRS 16. La Société a fait le choix d'évaluer l'actif à titre de droits d'utilisation à un montant équivalent à l'obligation location y afférente.

Lors de l'application initiale, la Société s'est prévaluée des mesures de simplification suivantes qui sont permises par IFRS 16 :

- Conserver l'ancienne définition d'un contrat de location pour les contrats en vigueur à la date d'application initiale permettant de ne pas réévaluer tous les contrats;
- Appliquer la norme à un portefeuille de contrats de location ayant des caractéristiques similaires ainsi que de lui appliquer un taux d'actualisation unique. Cette mesure a été utilisé pour les contrats de véhicules;
- Exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif lié à titre de droits d'utilisation; et
- Utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location.

L'ajustement au capitaux propres du début correspond à la baisse de valeur de 3 308 \$, nette de l'impôt différé de 734 \$ comptabilisée sur les actifs à titre de droits d'utilisation dont la juste valeur était inférieure à la valeur comptable.

L'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur le bilan de la Société au 29 décembre 2019 :

	Solde au	Adoption	Solde redressé au
	28 décembre 2019	IFRS 16	29 décembre 2019
Actif	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	10 486	(2 940)	7 546
Actifs à titre de droits d'utilisation	—	57 437	57 437
Actifs d'impôts différés	2 295	734	3 029
Total	12 781	55 231	68 012
Passif			
Portion à court terme de la dette long terme	2 983	(1 004)	1 979
Portion à court termes des obligations locatives	—	11 941	11 941
Dette à long terme	17 926	(2 963)	14 963
Obligations locatives	—	49 830	49 830
Total	20 909	57 804	78 713
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	100 103	(2 574)	97 529

Pour calculer les obligations locatives, la Société a utilisé ses taux d'emprunt marginaux au 29 décembre 2019. Le taux d'actualisation utilisé pour les bâtisses est de 3,58 % et celui des véhicules est de 5,98 %. Les actifs à titre de droits d'utilisation sont liés à des contrats relatifs à des bâtisses pour 41 689 \$ et à des véhicules pour 15 748 \$.

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre les obligations locatives comptabilisées au 29 décembre 2019 et les contrats de location simple inclus dans la note 19 *Contrats de location et engagements* en vertu de l'IAS 17 au 28 décembre 2019 :

	\$
Engagements découlant de contrats de location simple au 28 décembre 2019	48 520
Impact de l'actualisation au taux d'emprunt marginal	(9 296)
Ajout: contrats de location-financement au 29 décembre 2019	3 967
Déduction : contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur	(76)
Ajout : options de renouvellement ayant une certitude raisonnable d'être exercées	19 606
Déduction : contrats de services au 29 décembre 2019 exclus de IFRS 16	(950)
Obligations locatives comptabilisés au 29 décembre 2019	61 771
Obligations locatives à court terme	11 941
Obligations locatives à long terme	49 830
	61 771

L'adoption d'IFRS 16 a eu les impacts suivants au premier trimestre 2020 :

	Activités poursuivies	Activités abandonnées	Total
	\$	\$	\$
Diminution des charges d'exploitation	(2 088)	(816)	(2 904)
Augmentation des charges financières	370	172	542
Augmentation des amortissements	1 537	566	2 103

3 Estimations et jugements significatifs

Le 11 mars 2020, l'organisation mondiale de la Santé a qualifié le virus Covid-19 de pandémie mondiale (« pandémie »). Cette pandémie a forcé les gouvernements à l'échelle mondiale à mettre en œuvre des mesures d'urgence pour freiner la propagation du virus, tel l'interdiction de voyager, la fermeture des services non essentiels, le confinement des citoyens et la distanciation sociale, se traduisant ainsi par un ralentissement économique. La Société, en tant que distributeur alimentaire, est un service essentiel et continue d'opérer tout en ayant mis en place différentes mesures afin de protéger ses clients, ses fournisseurs et ses employés. Cette pandémie pourrait également avoir une incidence sur la demande des clients, et donc le nombre d'employés nécessaires, resserrer la réglementation gouvernementale et nécessiter une intervention accrue du gouvernement, soit des facteurs qui pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités, les résultats financiers et la situation financière de la Société.

La préparation des états financiers exige que la direction de la Société pose un certain nombre de jugements et des estimations quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges qui sont basé sur les faits et l'information obtenue dont dispose la direction. Compte tenu de la pandémie, la direction a révisé ses jugements et estimations

dans le cadre de la préparation de ses états financiers consolidés résumés intermédiaires et conclu qu'il n'y a pas de changement significatif au 21 mars 2020.

Au 21 mars 2020, la Société a mis à jour les tests de dépréciation du goodwill et des marques de commerce effectué au 28 décembre 2019 en raison de la pandémie. Pour évaluer la valeur recouvrable des UGT, la Société a utilisé les prévisions faites au 28 décembre 2019 ajusté des impacts potentiels de la pandémie. À l'heure actuelle, cette pandémie entraîne beaucoup d'incertitudes pour lesquelles la direction a pris certaines hypothèses aux fins des tests de dépréciation, dont un retour à la normal des activités au cours des prochains mois. Au 21 mars 2020, la Société a utilisé des taux moyen de décroissance et de croissance des ventes allant de -7,84 % à 0,25 % (de -6,2 % à 1,4 % en 2019) afin de refléter une baisse des ventes pour le deuxième trimestre. La Société estime qu'au cours du troisième trimestre de 2020, le BAIIA généré par ces divisions sera comparables aux exercices antérieurs, soit par une reprise des activités économiques au Québec ou par des mesures de mitigation que la direction de la Société a mis ou mettra en place au cours du premier et deuxième trimestre.

Au 21 mars 2020, la Société a utilisé un taux d'actualisation de 10,8 % (10,1 % au 28 décembre 2019). Ces taux d'actualisation représentent le coût moyen pondéré du capital de la Société et pour des entreprises œuvrant dans le même secteur d'activités que l'UGT.

Étant donné que la pandémie évolue rapidement et compte tenu de l'incertitude entourant sa durée, son ampleur et ses répercussions économiques, les hypothèses utilisées pourraient être différentes. Ainsi, la Société n'est pas en mesure à l'heure actuelle d'estimer de façon fiable les effets de la pandémie sur les résultats financiers de la Société pour les mois à venir.

Au 21 mars 2020, aucune dépréciation n'est nécessaire puisque la juste valeur des UGT était supérieure à sa valeur comptable. La direction continuera de suivre au cours des prochains mois l'évolution de la pandémie et des impacts possibles sur la juste valeur du goodwill et des marques de commerce.

La durée et l'incidence de la pandémie sont pour le moment inconnues et il est impossible pour la direction d'estimer de façon fiable l'étendue et l'impact de ces développements, de même que l'incidence sur les résultats financiers et la situation financière de la Société pour les périodes à venir. Dépendant de la durée de cette pandémie et des changements de l'industrie, les impacts pourraient être significatifs.

La Société a aussi mis à jour ses risques financiers au 21 mars 2020, voir note 14.

4 Secteurs opérationnels

La Société compte deux secteurs opérationnels : Distribution et Grossiste. Ces deux secteurs font l'objet d'un suivi et des décisions stratégiques sont prises en fonction de leurs résultats respectifs. Les actifs et passifs ne sont pas considérés par la direction pour analyser les différents secteurs.

Les activités du secteur Distribution comprennent la distribution de produits alimentaires dans les créneaux de l'hôtellerie, de la restauration, des marchés institutionnels (« HRI ») et celui du marché de détail. Dans ce secteur, la Société distribue des produits spécialisés tels que les viandes, les poissons et les fruits de mer (« Distribution Spécialisée ») ainsi que des produits généralisés alimentaires et connexes (« Distribution Broadline »). Ces différents types de produits sont regroupés sous un seul secteur en raison de leur similitude au niveau de la nature des produits, du type de clients et des méthodes de distribution.

Les activités du secteur Grossiste comprennent la vente de produits généralisés alimentaires et connexes à des distributeurs à partir de son centre de distribution de Boucherville.

La Société et son principal décideur opérationnel évaluent le rendement de chaque secteur opérationnel selon le BAIIA ajusté, qui correspond aux ventes moins le coût des marchandises vendues et les charges d'exploitation liées aux opérations courantes. Les autres charges sont gérées sur la base consolidée et par conséquent, ne sont pas reflétées dans le BAIIA ajusté. Les éliminations intersectorielles et autres, éliminent toutes transactions intersectorielles comprises dans les résultats d'exploitation de chaque secteur et incluent les activités du siège social. Les transactions entre les secteurs opérationnels sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

	12 semaines							
	Segment distribution		Segment grossiste		Éliminations intersectorielles et autres		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
	(Redressés, Note 5)	(Redressés, Note 5)	(Redressés, Note 5)	(Redressés, Note 5)	(Redressés, Note 5)	(Redressés, Note 5)	(Redressés, Note 5)	(Redressés, Note 5)
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ventes sectorielles	80 678	95 886	39 764	40 786	(8 829)	(10 129)	111 613	126 543
Charges opérationnelles sectorielles	78 634	94 861	36 114	37 729	(6 833)	(8 309)	107 915	124 281
BAIIA ajusté	2 044	1 025	3 650	3 057	(1 996)	(1 820)	3 698	2 262

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les totaux des résultats des secteurs opérationnels de la Société et les principales données financières dans les états financiers consolidés de la Société :

	Notes	12 semaines	
		2020	2019
		\$	(Redressés, Note 5) \$
Résultat net lié aux activités poursuivies		(1 871)	(1 059)
Recouvrement d'impôts		(850)	(448)
Charges financières		1 696	1 791
Résultat opérationnel		(1 025)	284
Charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions	13	99	(217)
Frais non liés aux opérations courantes	8	1 080	—
Amortissements	7	3 544	2 195
BAIIA ajusté		3 698	2 262

Tel que mentionné à la note 2, l'adoption de la norme IFRS 16 a entraîné une comptabilisation différente des contrats de location de celle utilisée en 2019 en vertu de l'IAS 17. Le comparatif n'a pas été retraité puisque la Société a choisi d'adopter cette norme au 29 décembre 2019 en utilisant la méthode rétrospective modifiée. Les impacts de l'adoption de la norme IFRS 16 divulgués à la note 2 doivent être pris en compte afin de rendre le BAIIA ajusté du premier trimestre 2020 comparable à celui de 2019.

5 Activités abandonnées

Activités de Distribution broadline en Ontario

Le 8 janvier 2020, la Société a annoncé la consolidation des activités de Distribution broadline de la division Summit Foods (« Summit ») en Ontario vers son centre de distribution de Mississauga résultant ainsi en la fermeture des centres de distribution de London et d'Ottawa le 9 février 2020 et le 2 mars 2020 respectivement.

Le 12 mars 2020, la Société a annoncé la conclusion d'une entente pour la vente de certains des actifs de sa division Summit pour une somme d'environ 10 000 \$ sujet à certains ajustements après la clôture. La clôture de cette transaction est sujette à l'avis de non-objection du bureau de la concurrence qui a déjà été obtenue et à certaines autres conditions. Cette transaction inclut la prise en charge par l'acquéreur du centre de distribution de Summit à Mississauga et les équipements connexes, les activités de distribution et la majorité des contrats de travail. La pandémie et sa gestion ont créé un délai afin de conclure cette transaction.

Vente de sa division Viandes Décarie

Le 10 mai 2019, la Société a conclu la vente des actifs de sa division Viandes Décarie pour la somme de 20 070 \$ incluant les ajustements finaux liés au fonds de roulement, dont une somme de 17 750 \$ a été reçue au moment de la clôture de la transaction. La somme résiduelle représentant un solde de prix de vente à recevoir sera remboursable sur une durée maximale de cinq ans suivant les termes de l'entente dont 325 \$ à ce jour.

La Société a reclassé à titre d'activités abandonnées les résultats et les flux de trésorerie des exercices courant et précédent de ces deux divisions, séparément des activités poursuivies de la Société. Les actifs et les passifs du centre de distribution de Mississauga ont également été présentés à titre d'actifs et de passifs détenus en vue de la vente au bilan consolidé au 21 mars 2020.

Notes complémentaires aux états financiers résumés intermédiaires
(non audités)

Pour les périodes de 12 semaines closes le 21 mars 2020 et 23 mars 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Au 21 mars 2020, le résultat net des activités abandonnées se détaille comme suit :

	12 semaines	
	2020	2019
	\$	\$
Ventes	59 391	108 504
Coût des marchandises vendues	53 763	98 086
Marge brute	5 628	10 418
Charges d'exploitation	7 444	12 616
Amortissements	638	17
Frais non liés aux opérations courantes	6 273	—
Pertes de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles	—	24
Résultat opérationnel	(8 727)	(2 239)
Charges financières	199	38
Résultat avant impôts	(8 926)	(2 277)
Impôts sur le résultat	(2 467)	(603)
Résultat net des activités abandonnées	(6 459)	(1 674)

Les frais non liés aux opérations courantes liés aux activités abandonnées se répartissent comme suit :

	Notes	12 semaines	
		2020	2019
		\$	\$
Primes de restructuration		3 597	—
Provision pour baux déficitaires		1 096	—
Provision pour désuétude des stocks et mauvaises créances	3, 14	240	—
Frais de fermeture et autres		1 340	—
Total		6 273	—

Les frais non liés aux opérations courantes résultent de la fermeture des centres de distribution situés à London et à Ottawa qui ont eu lieu en février et mars 2020, respectivement. Les sommes impayées de ses frais de restructuration sont présentées à la note 8.

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées se détaillent comme suit :

	12 semaines	
	2020	2019
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	7 037	(4 314)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(10)	283
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 142	(74)
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités abandonnées	8 169	(4 105)

Au 21 mars 2020, les actifs et les passifs détenus en vue de la vente sont les suivants :

	\$
Actifs détenus en vue de la vente	
Clients et autres débiteurs	5 434
Stocks	10 992
Autres	259
Actif à titre de droits d'utilisation	9 659
Total	26 344
Passifs détenus en vue de la vente	
Découvert bancaire	1 408
Fournisseurs et autres créditeurs	6 202
Obligations locatives	11 048
Total	18 658

6 Charges d'exploitation

	Note	12 semaines	
		2020	2019
		\$	(Redressés, Note 5) \$
Salaires et avantages sociaux	13	11 306	11 070
Contrats de services et portion variable liés aux contrats de location		613	2 707
Entretien et maintenance		638	697
Commodités		845	1 136
Autres		1 304	1 544
		14 706	17 154

7 Amortissements

	Note	12 semaines	
		2020	2019 (Redressés, Note 5)
		\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles		624	613
Amortissement des immobilisations incorporelles		1 394	1 582
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2	1 526	—
		3 544	2 195

8 Frais non liés aux opérations courantes

Les frais non liés aux opérations courantes liés aux activités poursuivies se répartissent comme suit :

	Notes	12 semaines	
		2020	2019
		\$	\$
Primes de séparation		109	—
Provision pour mauvaises créances	3, 14	290	—
Autres ^(a)		681	—
		1 080	—

^(a) Le 24 février 2020, la Société a annoncé que l'option de Dubé & Loiselle inc. n'a pas été exercée. La Société avait acquis cette option en octobre 2016 pour une somme de 500 \$. Cette somme a été radiée lors du premier trimestre 2020. Les autres frais représentent des frais légaux et autres charges en lien avec des activités non-récurrentes.

Le tableau qui suit présente la variation des provisions au cours du premier trimestre 2020 :

	\$
Solde au début de la période	1 210
Ajout de provision ^(a)	2 598
Solde à la fin de la période	3 808

^(a) La fermeture de ses centres de distribution situés à Ottawa et à London résultant de l'annonce faite par la Société en janvier 2020, tel que mentionné à la note 5, a entraîné des frais non liés aux opérations courantes. Au 21 mars 2020, des sommes impayés pour prime de séparation d'un montant de 1 501 \$ et pour baux déficitaires de 1 097 \$ sont incluses dans les Fournisseurs et autres créditeurs au bilan.

9 Impôts

	12 semaines	
	2020	2019
		(Redressés, Note 5)
	\$	\$
Exigibles	—	(151)
Différés	(850)	(297)
	(850)	(448)

10 Résultat net par action

Résultat par action

Le tableau ci-dessous présente le résultat de base et dilué par action :

	12 semaines	
	2020	2019
		(Redressés, Note 5)
	\$	\$
Résultat net lié aux activités poursuivies	(1 871)	(1 059)
Résultat net lié aux activités abandonnées	(6 459)	(1 674)
Résultat net	(8 330)	(2 733)
Nombre moyen pondéré d'actions de base et dilué en circulation	101 639 418	101 139 418
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	(0,02)	(0,01)
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités abandonnées	(0,06)	(0,02)
Résultat net par action de base et dilué	(0,08)	(0,03)

Les actions hypothétiquement émises à la suite de la conversion des débentures convertibles (20 000 000 d'actions en 2020 et 2019) et 3 386 471 options en 2020 (1 991 471 options en 2019) ont été exclues du calcul du résultat dilué par action pour les périodes de 12 semaines closes les 21 mars 2020 et 23 mars 2019 puisque leur incidence a un effet antidilutif.

11 Dette à long terme

	Note	Au 21 mars 2020 \$	Au 28 décembre 2019 \$
Facilité de crédit		—	2 000
Dette subordonnée		15 000	15 000
Obligations découlant de contrats de location remboursables par des versements mensuels variables jusqu'en juillet 2025, à un taux d'intérêt variant de 2,95% à 7,28%	2	—	3 967
Moins frais de financement non amortis		(41)	(58)
Total de la dette		14 959	20 909
Versements exigibles à moins d'un an		—	2 983
Total de la dette à long terme		14 959	17 926

12 Capital-actions

Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires participatives, avec droit de vote et sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées qui peuvent être émises en série, dont les privilèges, modalités, restrictions et conditions afférents à chaque série doivent être établis au moment de leur émission

Actions ordinaires émises et entièrement libérées

	2020		2019	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
En circulation au début et à la fin de la période	101 677 932	256 296	101 177 932	255 640

Il n'y avait aucune action privilégiée en circulation pendant les exercices visés.

13 Rémunération du personnel

Rémunération du personnel fondée sur des actions

Régime d'options d'achat d'actions

Au cours de la période de 12 semaines close le 21 mars 2020, la Société n'a procédé à l'attribution d'aucune option d'achat d'actions ordinaires de la Société. Un sommaire de la situation du régime d'options d'achat d'actions de la Société et des changements survenus sont présentés dans le tableau suivant :

	12 semaines			
	2020		2019	
	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré \$
En circulation au début de la période	3 416 471	0,94	4 218 943	1,69
Annulées	(30 000)	1,02	(910 185)	1,35
En circulation à la fin de la période	3 386 471	0,94	3 308 758	1,35
Options pouvant être exercées	840 082	1,63	903 600	2,13

Les options annulées ont entraîné un renversement de la charge liée à du régime de rémunération à base d'action d'un montant de 5 \$ au cours de la période de 12 semaines close le 21 mars 2020 (218 \$ en 2019).

14 Instruments financiers

A) Juste valeur

La juste valeur de l'encaisse, des clients et autres débiteurs, du découvert bancaire, des fournisseurs et autres créditeurs ainsi que de la portion à court terme de la dette à long terme est comparable à la valeur comptable en raison des courtes échéances, donc la valeur temps de l'argent est non significative.

La valeur comptable et la juste valeur des autres instruments financiers dans les états consolidés de la situation financière se détaillent comme suit :

	Au 21 mars 2020	Au 28 décembre 2019
	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
Passifs financiers		
Non courants		
Dette subordonnée	14 959	14 957
Débetures convertibles	49 631	35 000
	64 590	49 957
		14 963
		49 576
		64 539
		57 217

La juste valeur de la dette subordonnée a été déterminée en actualisant les flux monétaires futurs au taux de 6,5 % (6,5 % au 28 décembre 2019), soit le taux en vigueur de la dette subordonnée.

La juste valeur des débetures convertibles a été déterminée en fonction du cours auquel elles se transigent au 21 mars 2020.

Évaluation de la juste valeur

Lorsqu'elle évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif, la Société se base le plus possible sur des données observables du marché. Les justes valeurs sont présentées selon la hiérarchie des justes valeurs, qui regroupe trois niveaux selon l'importance des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur de ces éléments. Les trois niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur sont les suivants :

- Niveau 1 : prix cotés (non réajustés) sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement;
- Niveau 3 : données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables.

Au 21 mars 2020, la Société a classé l'évaluation de la juste valeur des passifs non courants présentés dans le tableau ci-dessus comme suit : débetures convertibles (niveau 1) et dette subordonnée (niveau 2). Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de la période de 12 semaines close le 21 mars 2020.

B) Gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations, de ses activités d'investissement et de ses activités de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société et vise à protéger la Société contre les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Risque de taux d'intérêt

La facilité de crédit porte intérêt à un taux variable et expose donc la Société à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt. Les autres actifs et passifs financiers de la Société ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt à des taux variables. La Société gère son exposition au risque de taux d'intérêt en favorisant une répartition adéquate entre les passifs financiers à taux fixe et les passifs financiers à taux variable.

L'exposition de la Société à ce risque n'a subi aucun changement important depuis le 28 décembre 2019.

Risque de crédit

La valeur comptable des clients et autres débiteurs et des prêts à recevoir aux états consolidés de la situation financière représente le montant maximal du risque de crédit auquel la Société est exposée.

Le risque de crédit de la Société provient principalement des comptes clients et des prêts à recevoir. Le risque de crédit lié aux comptes clients est diversifié. La Société exige un cautionnement ou une lettre de crédit bancaire pour certains de ses clients. Au 21 mars 2020, la Société détient des garanties pour 1,5 % des comptes clients (1,0 % au 28 décembre 2019). De plus, suite à la pandémie, les termes de paiement de certains clients ont été modifiés pour des paiements d'avance ou sur livraison afin de minimiser les risques de crédit. Une provision additionnelle de mauvaises créances d'un montant de 290 \$ a été comptabilisé au 21 mars 2020 à la suite de fermeture temporaire de certains de nos clients dans le domaine de la restauration.

La politique de la Société consiste à soumettre chaque client à une procédure de vérification de son crédit.

Le risque de crédit lié aux prêts à recevoir n'est pas diversifié. La Société possède pour certains de ses prêts une hypothèque mobilière sur des actifs détenus par l'emprunteur.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts bancaires autorisés suffisants. La Société établit des prévisions budgétaires et prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations. Ces prévisions sont mises à jour sur une base régulière afin de prendre en compte les impacts de la pandémie qui évolue rapidement. Selon nos prévisions mises à jour avec l'information dont la direction dispose actuellement, la Société s'attend à être en mesure de rencontrer ses obligations des 12 à 15 prochains mois par l'utilisation des flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et de financement. Étant donné l'échéance en octobre 2020 de sa facilité de crédit et en avril 2021 de sa dette subordonnée, la Société a entrepris des discussions quant au refinancement de ces deux dettes et elle analyse présentement diverses possibilités. La Société a toujours été en mesure de se financer par le passé et la direction demeure confiante qu'elle sera en mesure de se refinancer afin de couvrir ses besoins de liquidités dans un avenir prévisible.

Au 21 mars 2020, la Société respecte tous ses engagements bancaires. Afin de répondre à ses besoins en capital, la Société dispose d'une facilité de crédit dont 41,8 millions \$ est disponible au 21 mars 2020.

15 Transactions entre parties liées

Les transactions entre parties liées de la Société sont constituées de ventes survenues avec Dubé & Loiselle Inc., une entité détenue par un administrateur de la Société. Les opérations ont été effectuées conformément aux différents contrats régissant les relations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc., dans le cours normal des affaires.

Le tableau qui suit fait état des opérations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc. :

	Note	12 semaines	
		2020	2019
		\$	\$
Ventes		4 628	5 293
Clients et autres débiteurs, nets des remises à payer		749	1 305
Option d'achat de Dubé & Loiselle Inc.	8	—	500

16 Éventualité

Au cours du deuxième trimestre de 2019, une poursuite de 7 700 \$ a été intentée par un client contre la Société alléguant un défaut aux termes de l'entente. La Société entend se défendre vigoureusement.